Le 12e président de la République

Portrait de Frank-Walter Steinmeier

Jérôme Pascal*

» L'ancien ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a été élu le 12 février à la présidence de la République fédérale d'Allemagne. Il est le douzième chef d'Etat depuis la fondation de la République en 1949.

Der 12. Bundespräsident

Die Bundesversammlung wählte am 12. Februar 2017 Frank-Walter Steinmeier zum 12. Bundespräsidenten, nachdem CDU/CSU und SPD sich im Vorfeld über den Kandidaten verständigt hatten. Er löst den 76-jährigen Joachim Gauck ab, der aus Altersgründen nicht wieder zur Wahl angetreten ist. Einen Monat zuvor war Altpräsident Roman Herzog verstorben. Red.

Agé de 61 ans, Frank-Walter Steinmeier a une longue expérience politique. Après un doctorat en droit, il est entré en 1991 dans l'administration du *Land* de Basse-Saxe, alors que le social-démocrate Gerhard Schröder était ministre-président. Lorsque ce dernier arrive à la chancellerie après la défaite de Helmut Kohl en 1998, il devient à Berlin délégué du gouvernement SPD-Verts aux services de renseignements. L'année suivante, il dirige la chancellerie, jusqu'à l'arrivée en 2005 de Angela Merkel à la tête d'une grande coalition (CDU-SPD). C'est pendant cette période qu'il devient l'un des principaux artisans de l'*Agenda 2010*, ce programme de réformes qui transformera profondément la société allemande – au prix d'une défaite électorale que le parti social-démocrate, jusqu'à aujourd'hui, a de sérieuses difficultés à surmonter. Dans cette grande coalition, il devient chef de la diplomatie allemande, fonction qu'il doit laisser quatre ans plus tard au libéral Guido Westerwelle après avoir été candidat sans succès à la chancellerie avec un score qui sera le plus bas de l'histoire du SPD. Frank-Walter Steinmeier devient alors président du groupe parlementaire social-démocrate et chef de l'opposition face au gouvernement chrétien-libéral de la chancelière. Il retrouve cependant son poste de ministre des Affaires étrangères (après la défaite cuisante du FDP aux élections de 2013) au sein d'une nouvelle grande coalition dirigée par Angela Merkel.

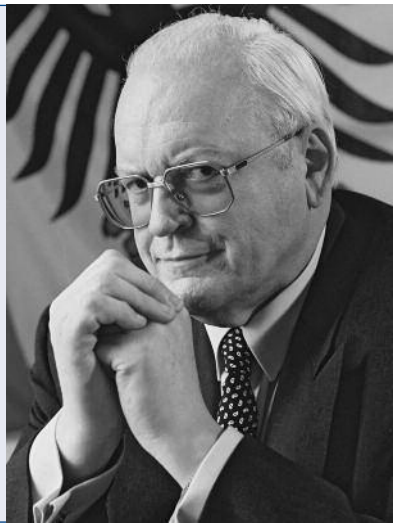
Lorsque Joachim Gauck, le président alors en exercice, a annoncé sa décision en juin 2016 de ne pas se représenter pour un second mandat en raison de son grand âge (76 ans), tous les partis politiques ont d'abord affirmé ne pas faire du choix d'un candidat une affaire de partis. Les états-majors devaient en effet faire leurs comptes pour savoir quelle formation aurait le plus de délégués dans l'Assemblée qui élit le chef de l'Etat. Cette assemblée est composée de tous les députés du *Bundestag* ainsi que d'un nombre équivalent de personnalités (du monde politique et de la société civile) désignées par les *Länder* en fonction du poids politique de chaque parlement régional. Il fallait donc attendre le résultat des dernières élections régionales de 2016 pour connaître la répar-

* Jérôme Pascal est journaliste.

tition des 1260 grands électeurs pour l'Assemblée du 12 février 2017. Par ailleurs, les deux grandes formations politiques connaissaient le caractère symbolique d'une telle élection à quelques mois du scrutin législatif de septembre 2017, d'où sortira une majorité pour l'élection du chef du gouvernement. Tout soutien peut être en effet être interprété comme une alternative aux coalitions traditionnelles. Faisant fi de toutes les précautions annoncées avant l'été, Sigmar Gabriel, président du SPD (et ministre de l'Economie et de l'Energie), a mis tout le monde devant le fait accompli en annonçant unilatéralement le 23 octobre que Frank-Walter Steinmeier serait le candidat proposé par les sociaux-démocrates, plongeant ainsi le parti de la chancelière dans une impasse, car – les sondages le prouvent – le chef de la diplomatie allemande est très populaire en Allemagne, au-delà de sa propre formation politique. Après de longues hésitations, Angela Merkel, qui avait envisagé un certain temps d'appuyer éventuellement la candidature d'un candidat des Verts (dans l'optique de sa réélection à l'automne avec le soutien des écologistes), a fini le 14 novembre par se rallier (à contre-cœur) à la proposition du SPD, se félicitant de la décision consensuelle et parlant même d'*« une décision de raison »* et d'un *« signal de stabilité »* grâce à *« un responsable fiable qui cherche toujours à trouver l'équilibre et des solutions »*. Et au nom de l'aile bavaroise de la CDU, le président de la CSU a ajouté que Frank-Walter Steinmeier était *« un bon candidat, très apte tant d'un point de vue technique que d'un point de vue humain »*. Seules voix critiques : celles de *Die Linke*, pour laquelle le candidat de l'actuelle grande coalition, malgré *« quelques accents positifs dans sa politique étrangère »*, restait *« l'architecte de l'Agenda 2010 »* et ne saurait à ce titre recevoir les voix de la nouvelle Gauche – formule que le parti chrétien-démocrate ne manquera pas de rappeler au bon souvenir du SPD, lorsque débutera la campagne pour les élections de septembre, avec en toile de fond les diverses options pour une coalition autre que celle menée avec la CDU. Les Verts ont réagi également avec aigreur, mais plus en raison de l'annonce faite par le président du SPD que par le choix du candidat.

Frank-Walter Steinmeier a en effet la réputation d'un homme stable et pragmatique, un homme d'appareil certes qui a l'expérience des rouages politiques, mais aussi un personnage discret, faisant peu de cas de sa vie privée, sauf lorsqu'on apprit qu'il avait donné en 2010 un rein à sa femme Elke atteinte d'une maladie grave – un geste qui avait suscité l'admiration générale.

Les relations cordiales qu'il entretient depuis toujours avec Angela Merkel ne sauraient cacher une forte détermination : le chef de la diplomatie allemande ne parle pas forcément haut et fort, mais avec clarté, reprochant ici le *« manque de courage »* de la chancelière dans les débats internes à la CDU sur la crise migratoire, qualifiant là Donald Trump de *« prêcheur de haine »* au lendemain de son élection à la présidence des Etats-Unis, mais ménageant aussi les relations avec Moscou rendues difficiles par les crises syriennes et ukrainiennes. Elu par 931 voix (sur 1239 présents), le 12e président de la République a pris ses fonctions le 19 mars pour un mandat renouvelable de cinq ans.

Roman Herzog (1934-2017)

Un mois avant son élection, le nouveau chef de l'Etat a appris le décès le 10 janvier 2017 d'un de ses prédécesseurs à l'âge de 82 ans : après avoir présidé la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, Roman Herzog, président de 1994 à 1999, avait marqué son mandat en demandant en 1997 à ses concitoyens *« un sursaut »* pour que tous acceptent des sacrifices face à la crise. Le vocable alors utilisé (*Ruck* en allemand) a désormais régulièrement sa place dans le vocabulaire politique du 21e siècle.